



THE WORLD BANK

Atelier régional sur le rôle de la gestion durable des terres et des institutions locales
dans l'adaptation aux changements climatiques
(11 et 12 mars 2010, Mali)

COMPTE RENDU

ATELIER REGIONAL SUR LE ROLE DE LA GESTION DURABLE DES TERRES

ET DES INSTITUTIONS LOCALES

DANS L'ADAPTATION AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES



Grand hôtel de Bamako (MALI)

11 et 12 Mars 2010



Résumé Exécutif

Les 11 et 12 Mars 2010, s'est tenu à Bamako (Mali), l'atelier régional sur le rôle de la gestion durable des terres et des institutions locales dans l'adaptation aux changements climatiques, organisé par la Banque Mondiale. Une quarantaine de participants ont pris part à l'atelier, venant du Mali, du Niger, du Sénégal, de la Mauritanie, et du Burkina Faso.

Les objectifs de l'atelier étaient de (i) diffuser et partager les résultats des trois études analytiques entreprises par la Banque mondiale¹ ; (ii) sensibiliser les participants au potentiel de la gestion durable des terres dans l'adaptation et l'atténuation des impacts des changements climatiques ; (iii) fournir des conseils sur le rôle des institutions locales dans l'appui à la mise en œuvre de politiques et programmes d'adaptation aux changements climatiques ; (iv) discuter des approches permettant d'intégrer les questions d'adaptation et d'atténuation climatique dans les politiques de développement.

Tous les participants (Liste en annexe du présent document) ont confirmé que les objectifs de l'atelier avaient été atteints et qu'ils auraient souhaité avoir plus de temps pour le travail de groupe. Les activités réalisées dans le cadre de ces groupes, les échanges entre les pays sur leurs expériences respectives ont été considéré comme extrêmement bénéfiques par les participants qui souhaitent poursuivre la discussion dans les semaines et mois qui viennent. Au-delà du renforcement des capacités, la naissance de ce groupe de praticiens est l'un des résultats majeurs de cet atelier.

Les présentations faites ont été considérées comme très enrichissantes, très denses en information, elles ont été bien jugées pertinentes par les participants qui ont en outre grandement apprécié de recevoir le CD intégrant l'ensemble des documents relatifs à l'atelier. Les débats qui ont eu lieu après chaque présentation ont montré à la fois le niveau d'expertise des participants et leur intérêt pour les problématiques abordées. Les aspects à la fois conceptuels, méthodologiques, opérationnels, techniques et politiques liés à la gestion des risques climatiques et aux pratiques d'adaptation ont été abondamment discutés.

Les participants sont donc repartis de l'atelier avec (i) une meilleure compréhension de l'ampleur et de l'impact des changements climatiques en Afrique de l'Ouest, de l'importance des pratiques de GDT et du rôle des politiques et institutions locales à les amplifier pour mieux atténuer et s'adapter aux risques climatiques ; (ii) des outils pédagogiques, bases de données, sites Internet, guides, etc., facilitant la mise en œuvre des recommandations discutées pendant l'atelier ; (iii) une meilleure connaissance de ce qui se fait dans les autres pays et le projet de poursuivre les échanges initiés.

En termes de futures activités, les participants ont mentionné qu'il serait utile de mettre au programme d'un prochain atelier les sujets relatifs à (i) aux sources et mécanismes de financement pour répondre aux risques climatiques², (ii) la gestion des catastrophes naturelles.

¹ Développement Territorial et Changement Climatique (ABDCC), (ii) Coût de l'Adaptation pour les Institutions Locales (CALI), (iii) La gestion des terres dans un climat changeant : une perspective opérationnelle pour l'Afrique Subsaharienne.

² Les organisateurs ont mentionné le fait qu'un tel atelier a eu lieu en Mauritanie en Décembre 2009 et que les autres pays souhaitent bénéficier du même type d'atelier en se basant sur l'expérience de la Mauritanie.



Contexte

Les 11 et 12 Mars 2010, s'est tenu au Grand hôtel de Bamako (Mali), l'Atelier régional sur le rôle de la gestion durable des terres et des institutions locales dans l'adaptation aux changements climatiques.

L'atelier a été organisé par l'unité Environnement (AFTEN) de la Banque mondiale, et l'unité Développement Social (SDV) avec le soutien de l'institut de la Banque mondiale. Il avait pour objectif général de faire connaître trois études menées par les deux unités : une relative à l'analyse des pratiques de gestion durable des terres permettant de renforcer la résilience des populations locales aux impacts de la variabilité et des changements climatiques et d'accroître le potentiel d'atténuation des émissions de gaz à effets de serre, menée par AFTEN, et deux, relatives au rôle des institutions locales dans l'adaptation aux changements climatiques et au coût relatif à ces options d'adaptation, menées par SDV.

L'atelier de deux jours a regroupé des participants venus de 5 pays de la sous région, à savoir le Mali, le Niger, le Burkina Faso, le Sénégal et la Mauritanie³.

Les objectifs spécifiques de l'atelier étaient les suivants:

- diffuser et partager les résultats des trois études analytiques entreprises par la Banque mondiale ;
- sensibiliser les participants au potentiel de la gestion durable des terres dans l'adaptation et l'atténuation des impacts des changements climatiques ;
- fournir des conseils sur le rôle des institutions locales dans l'appui à la mise en œuvre de politiques et programmes d'adaptation aux changements climatiques;
- discuter des approches permettant d'intégrer les questions d'adaptation et d'atténuation climatique dans les politiques de développement.

³ La liste des participants est attachée en annexe.



DEROULEMENT DE L'ATELIER

L'atelier s'est déroulé sur deux jours et en différentes sessions.

PREMIER JOUR, JEUDI 11 MARS

Après l'enregistrement des participants, l'atelier a été ouvert par les discours du représentant résident de la Banque mondiale au Mali, représenté par Mme Fily Bouaré, qui a souhaité la bienvenue aux participants, rappelé le contexte de l'atelier, et exprimé l'engagement et la disponibilité de la Banque mondiale à soutenir de telles activités ; a suivi le discours du Représentant du Ministère de l'environnement et de l'assainissement du Mali, M. Mamadou Gakou, Secrétaire Technique Permanent du Cadre Institutionnel de la Gestion des Questions Environnementales, qui a, à son tour, remercié les organisateurs de l'atelier et a souhaité la bienvenue aux participants. Après ces deux discours, M. Bennouna, Expert Principal en Gestion des Ressources Naturelles à la Banque mondiale, a joint sa voix à celles des deux représentants pour également souhaiter la bienvenue aux participants. Il a rappelé les objectifs de l'atelier et le programme de l'atelier a été adopté (programme en annexe). Après les cérémonies protocolaires, les travaux de la première journée ont commencé par une première session mettant les enjeux liés aux changements climatiques en perspective.



Sur la photo, de Gauche à droite, M. Mamadou GAKOU, Mme Fily BOUARE et M. Taoufiq BENNOUNA.



SESSION 1

L'objectif de cette première session était de poser les bases de l'atelier à travers d'une part la présentation de la Stratégie sur le changement climatique en Afrique de la Banque mondiale et d'autre part la brève présentation des études.

Présentation de la Stratégie sur le changement climatique en Afrique de la Banque mondiale (Taoufiq Bennouna, Banque mondiale)

M. Bennouna a tout d'abord rapporté quelques constats sur des idées fortes qui soutiennent la stratégie de la Banque mondiale à savoir que le changement climatique constitue une menace grave et immédiate pour le développement et que cette menace est d'autant plus importante pour les pays en développement que leurs capacités financières sont réduites et leur économie nationale fortement dépendante de l'agriculture pluviale. Cependant, il est possible de s'adapter en répondant par des actions urgentes et concertées. Il a ensuite présenté la stratégie de la Banque mondiale.

Cette Stratégie qui est le résultat d'un vaste processus de concertation repose sur quatre piliers : (i) Faire de l'adaptation au changement climatique et de la gestion du risque climatique une composante essentielle du développement., (ii) Exploiter les créneaux de développement bénéfiques en termes d'atténuation, synergies adaptation –atténuation (Gestion des terres, énergie et transport), (iii) Développement des connaissances et des capacités: données, connaissances et capacités pour mieux gérer le risque climatique, et (iv) Amplifier les financements: avec l'IDA comme plateforme principale, mais aussi les fonds d'adaptation de l'UNFCCC, fonds d'Investissement climat (FIC), et autres instruments.

La présentation de cette stratégie qui a pour objectif de proposer une feuille de route pour permettre aux pays de l'Afrique Sub-saharienne de faire face à la variabilité et au changement climatique et réaliser une croissance résistante aux évolutions du climat, a suscité une causerie débat portant sur les points suivants: le financement de projets dans le cadre de l'adaptation au CC, l'appui politique pour l'intégration des CC dans les projets et programmes, la mobilisation et l'utilisation des fonds.

Les discussions ont porté principalement sur le processus de financement des projets et ou programmes dans le cadre des CC et les politiques nécessaires pour leur mise en œuvre.

Les idées suivantes ont été retenues par les participants :

- Il serait bien que les pays se mettent ensemble (surtout les pays frontaliers) pour faire des projets et ou des programmes communs,
- Changement de politique au sein des pays, en mettant aux différents postes les personnes avec les compétences nécessaires pour faciliter la mobilisation et l'utilisation des fonds dédiés.

Le présentateur a conclu sur les nouveautés de la Stratégie, les différences et la valeur ajoutée de la Banque mondiale (mise en place de fonds d'investissement et mobilisation de fonds additionnels entre autres), etc.



Présentation des Objectifs de l'Etude sur le Rôle de la GDT dans l'Adaptation au Changement Climatique (Florence Richard, Banque mondiale)

- Cette présentation avait pour but de faire un petit aperçu sur l'étude en question en donnant les raisons d'être de l'étude, les objectifs et les résultats attendus, et de parler brièvement des études de cas réalisées: Niger, Nigeria, Ouganda et Kenya.

Présentation des Objectifs des Etudes sur le Rôle des Institutions Locales dans l'Adaptation au Changement Climatique (Minna Kononen, Banque mondiale)

Cette présentation a permis à la présentatrice de faire un petit survol sur les deux études entreprises par le secteur développement social de la Banque mondiale:

- **L'étude « Développement Territorial et Changement Climatique »**
- **L'étude « Coût de l'Adaptation pour les Institutions Locales »**

Les deux études se proposent d'atteindre les résultats suivants :

- mettre à disposition des outils comme des profils de vulnérabilité et d'adaptation et une matrice des institutions participantes
- conduire des études de cas en relation avec les projets de la Banque mondiale (GDT, gestion des risques naturels, développement de la participation communautaire)
- développer des documents audio visuels sur le rôle des institutions locales dans l'adaptation au CC
- renforcer les capacités des acteurs concernés

SESSION 2

La session avait pour objectif de sensibiliser les participants aux principales questions en jeu, en les informant sur les objectifs de ces études, les défis rencontrés, et l'approche méthodologique adoptée.

Présentation sur la GDT et les changements climatiques (Taoufiq Bennouna, Banque mondiale)

Le présentateur a montré les impacts du changement climatique sur la dégradation des terres et par voie de conséquence sur la productivité agricole en Afrique de l'Ouest et le rôle important que la gestion durable des terres peut jouer à travers son fort potentiel en termes d'adaptation au changement climatique et d'atténuation de ses effets.

Les principaux constats et décisions faits à la suite de cette présentation sont les suivants :

- Les mécanismes de financement des programmes d'adaptation au changement climatique (contraintes, etc.).



- La GDT comme cadre intégré pour les diverses conventions internationales et les mécanismes de financement disponibles :
 - les Conventions des Nations Unies: UNFCCC, UNCCD, UNCBD
 - les cadres d'interventions régionaux: NEPAD: EAP, CAADP
 - les initiatives partenariales: TerrAfrica et autres
 - les cadres nationaux: PANAs, PANs, etc.
 - le MDP, le marché volontaire du carbone, les fonds d'atténuation et d'adaptation du changement climatique
- les processus de financements des projets sont très compliqués et longs, il est donc nécessaire que les pays fassent un plaidoyer auprès des différentes institutions qui financent pour la simplification des mécanismes de financement,
- Formation de pools spécialisés dans le recherche de financement au niveau des différents départements ministériels des pays,
- Former et renforcer les capacités de personnes dans les différents pays pour leur permettre de mobiliser et d'utiliser les financements

Présentation sur les institutions locales et les changements climatiques (Angelo Bonfiglioli, Consultant pour la Banque mondiale)

M. Bonfiglioli a mis, lors de cette présentation, l'accent sur trois aspects fondamentaux qui démontrent le rôle crucial des institutions locales, à commencer par les ménages, dans l'adaptation au changement climatique. Il a d'abord expliqué que les ménages constituent une institution en tant que cellule socio-économique élémentaire et a ensuite parler de la nécessité d'intégrer l'action des ménages aux autres institutions locales (institutions exclusives basées sur valeurs sociales et politiques coutumières ; institutions inclusives basées sur la production ou la gestion des services et des actifs)

Il a enfin parlé de ce qu'il appelle un nouveau paradigme de développement local : le développement local décentralisé qui a été initié à la suite de nombreuses réformes politiques et institutionnelles.

La présentation a donné lieu à des débats animés essentiellement autour :

- Du rôle des différents acteurs au niveau local,
- La nécessité de la prise en compte respective des ménages qui constituent l'institution de base de développement de stratégies d'adaptation, des réseaux communautaires (traditionnels ou formels) et des collectivités territoriales décentralisées.



SYNTHESES DES SESSIONS 3 ET 4

Ces sessions ont été ouvertes par la diffusion de deux films documentaires sur le Pérou et l'Ouganda ayant permis aux participants à l'atelier de prendre connaissance de l'ampleur de la dégradation des terres face aux changements climatiques dans ces deux pays.

SESSION 3

Cette session, qui avait pour objectif de présenter les démarches de GDT en cours au Mali et au Burkina Faso, a commencé par la diffusion d'un court film sur l'Ouganda, suivi des deux présentations.

Présentation sur la démarche GDT au Mali (Alamir Touré, Coordonnateur du processus GDT du Mali)

Le présentateur a exposé au cours de la présentation, le processus d'élaboration du Cadre stratégique d'investissement en matière de gestion durable des terres au Mali

A l'issue de cette présentation riche et variée, une discussion débat s'est faite autour des points suivants :

- Le statut juridique du CSI-GDT du Mali (est ce qu'il existe un texte juridique pour la GDT au Mali ?)
- La nature de l'érosion des sols au Mali : les différents types d'érosions des terres au Mali et le plus sévère ? (hydrique ou éolienne),
- les zones agro-écologiques (49 zones), la pertinence de certaines techniques citées comme bonnes pratiques GDT dans le cadre de la GDT (Plantation d'eucalyptus pour le bio drainage, etc., la prise en compte des catastrophes naturelles dans la GDT pour une meilleure synergie des actions,
- les questions foncières et pastorales,
- l'anticipation des conséquences liées aux changements climatiques par des actions de prévention dans les zones moins dégradées,
- la prise en compte du niveau local dans la capitalisation des acquis à travers les diagnostics réalisés, notamment au plan national et régional.

Le présentateur et ses collègues ont répondu aux différentes questions et on assuré que toutes les remarques et suggestions faites et jugées nécessaires seront prises en compte dans le processus en cours au Mali pour un bon déroulement dudit processus.

Présentation sur la démarche GDT au Burkina Faso (Michel Tankoano, Coordonnateur du processus GDT du Burkina Faso).

Elle a permis au présentateur de faire le point sur les activités réalisées et en cours dans le cadre de la GDT au Burkina Faso.

A l'issue de cette présentation, les discussions se sont déroulées au tour des points suivants :

- La prise en compte des variabilités climatiques dans les projets



- Conjugaison des efforts des pays dans le cadre de l'ensemencement des nuages pour les pluies artificielles (bien que les pays se mettent ensemble pour cette activité)
- la promotion des savoirs faïes locaux, comme le Zaï, etc. et leur financement, par les Partenaires Techniques et Financiers (PTF) et par le Gouvernement (est ce que la promotion des techniques est financée par le gouvernement ou bien il y a des partenaires technique et financiers qui sont impliqués ?)

M. Michel Tankoano a apporté les éclairages nécessaires aux différentes questions et a assuré que les suggestions et amendements seront pris en compte dans le cadre du processus au Burkina Faso.

SESSION 4

Cette session, qui avait pour objectif de présenter les démarches de GDT en cours au Sénégal et au Niger, a commencé par la diffusion d'un film sur le Pérou. Deux présentations ont suivi ce film.

Présentation sur la démarche GDT au Sénégal (Unité de coordination du projet : INP)

Le présentateur a fait le point sur les activités mises en œuvre dans le cadre du projet GEF mis en œuvre au Sénégal, de son institution à sa mise en œuvre.

A la fin de la présentation, une série de questions a été posée au présentateur qui a apporté les réponses et les éclaircissements nécessaires. Une grande discussion a eu lieu autour de la question de la fertilisation chimique que le projet fait dans le cadre de la GDT.

Le présentateur et ses homologues ont donné les explications nécessaires aux participants comme quoi, cette fertilisation chimique n'est pas typiquement chimique mais que c'est l'utilisation du phosphore (naturelle surtout) vu que nos terres sont pauvres en phosphore.

Présentation sur la démarche GDT au Burkina Faso (Azara Malam Sully, Coordonnateur du processus GDT du Niger)

La présentation a permis de passer en revue l'ensemble du processus GDT au Burkina Faso.

A la fin de la présentation, il a été proposé aux participants de faire la séance des questions/réponses au diner du soir. La proposition a été acceptée par tous les participants.

DINER DISCUSSION

Un diner discussion a été offert aux participants par les organisateurs de l'atelier. Ce diner avait pour objectif de discuter notamment des deux expériences mises en exergue à travers deux films sur le Mali et le Sénégal.

Ce diner a commencé par la série de question/réponses au tour de la présentation de M. Azara Malam Sully, le coordinateur du processus GDT du Niger.



Les questions ont principalement porté sur l'implication des acteurs dans le cadre de la mise en œuvre des activités de GDT dans le Pays.

Les questions ont été répondues par le présentateur, qui a noté les remarques et qui a assuré qu'il va les prendre en compte.

A la suite de cela, deux films ont été diffusés sur les pratiques de GDT et le rôle des institutions locales dans l'adaptation aux changements climatiques.

Le premier film diffusé « Climat perturbé, identité brouillée » portait sur le cas d'un village du Mali (Candara) qui est confronté à une diminution de la quantité de pluie dans la zone et un ensablement du principal cours d'eau qui permettait jadis aux habitants de Candara de faire de la riziculture. Le film a montré également les actions entreprises par les villageois pour faire face au phénomène (changement d'activités agricoles, culture du mil à la place du riz, etc.)

Le second film intitulé « S'organiser pour pérenniser » portait sur le village de Nioro (Sénégal), confronté également à un problème de changement climatique et de dégradation des terres. Elle a montré les efforts fournis par les villageois dans la lutte contre ce problème de dégradation des terres et des moyens pour pérenniser les actions entreprises par un projet dans le village.

DEUXIEME JOUR, VENDREDI 12 MARS

Cette deuxième journée d'atelier a commencé par un rappel de ce qui a été dit le premier jour et des objectifs du second jour. Elle a principalement porté sur des présentations détaillées des résultats des études et sur une réflexion menée dans le cadre de travaux en groupe permettant aux participants d'échanger les idées sur la mise en œuvre des résultats des différentes études dans leurs pays.

SESSION 1 : Présentation des résultats et recommandations de l'étude sur le rôle de la GDT dans l'adaptation au changement climatique (Mohamed DICKO et M. Ephraïm NKONYA, Chercheurs)

Cette session avait pour objectif de présenter les constats et recommandations issus de l'étude sur le rôle de la GDT et de discuter comment ils s'appliquent au niveau des pays.

La présentation a porté sur **quatre points**, notamment : i) les pratiques de GDT favorisant l'adaptation au changement climatique, ii) les facteurs déterminants la capacité des populations rurales à s'adapter au changement climatique, iii) le rôle des politiques nationales pour soutenir les capacités d'adaptation des populations vulnérables, et iv) les recommandations pour améliorer l'adoption au changement climatique.



Les **quatre hypothèses, La méthodologie, Les résultats, Le recommandations**, de l'étude ont été mis en exergue dans la cadre de la présentateur.

Au terme de la présentation plusieurs **questions** ont été posées en général sur les points ci dessous:

- Considération des savoirs locaux dans l'étude ? et implication des acteurs locaux dans les activités sur le terrain.
- choix des sites d'étude, pertinence de la comparaison entre des pays (Niger-Nigeria, Ouganda-Kenya) dont les économies et la nature même des structures gouvernementales sont différentes :
- Les présentateurs ont souligné que c'est justement les différences de politiques qui ont été analysées, et qu'ils ont essayé d'isoler cette composante en comparant des communautés avec des caractéristiques semblables en termes de caractéristiques climatiques et agro-écologiques.
- Prise en compte l'importance de la transhumance des animaux et des migrations d'exode comme des pratiques d'adaptation au changement climatique, spécialement comme réponse à la sécheresse.
- Les présentateurs ont souligné que c'était une conclusion de l'étude, tirée des réponses des paysans comme une stratégie d'adaptation au changement climatique.

Une séance de travail en groupe a suivi cette présentation, avec trois groupes : Mali, Niger, et autres pays ; les résultats du travail en groupe sont disponibles en annexe.

SESSION 2 : Présentation des résultats et recommandations de l'étude sur les institutions locales et les changements climatiques : vulnérabilité locale, changements climatiques et gouvernance locale (M. Angelo Bonfiglioli)

M. Bonfiglioli a focalisé son intervention sur trois points à savoir :

- La vulnérabilité et les facteurs de vulnérabilité ;
- Les réponses aux crises climatiques
- La bonne gouvernance.

Au préalable il a tenu à définir deux notions :

- La sécurité est la capacité des ménages à fonctionner en fonction des objectifs visés en minimisant les risques encourus ;
- La résilience est la capacité d'un système à se remettre en route après une crise.

En abordant ainsi le concept de vulnérabilité, il s'est appesanti sur les notions de sécurité et de résilience pour rappeler que les modes et moyens d'existence des ménages individuels et des communautés deviennent vulnérables s'ils ne peuvent plus fonctionner selon leurs propres objectifs et s'ils ne sont pas capables de s'auto-réhabiliter.

Il a poursuivi en relatant que les résultats des études ABCC/CALI confirment les perceptions locales selon lesquelles (i) les ménages ont une conscience de leur vulnérabilité, (ii) leur vulnérabilité semble s'élargir et s'approfondir, (iii) la vulnérabilité s'assimile à un manque de



défense. Il a rappelé que la vulnérabilité dispose de ses propres dynamiques et ses propres indicateurs et a défini les facteurs de vulnérabilité dans les domaines sociaux, sanitaires, écologiques, économiques et politiques. Il a précisé que les changements climatiques ne font qu'exacerber et rendre encore plus sévères les divers facteurs de vulnérabilité en entraînant ce qu'il a appelé « l'érosion sociale ». Il a par la suite parlé des impacts des changements climatiques sur le capital physique, le capital naturel, le capital humain et le capital économique.

En abordant les réponses aux impacts des crises climatiques, il a rappelé les différentes stratégies mises en œuvre en termes de (i) stratégies de sortie, en abordant la vulnérabilité liée à des crises temporaires, (ii) des stratégies d'adaptation dans le cas des crises persistantes, et (iii) des stratégies de survie liées à des crises chroniques.

Pour ce qui concerne les stratégies d'adaptation, il a mis l'accent sur les aspects politiques, les dispositifs institutionnels, le renforcement des capacités, les opérations (sur le capital physique, naturel, humain, etc.) ainsi que les dispositifs financiers. A cet effet, il a précisé qu'il faudrait utiliser les institutions locales existantes pour prendre en compte la dimension des changements climatiques (exemples : les commissions foncières au Niger, et le système d'encadrement et d'appui aux communautés pour le cas du Sénégal). En ce qui concerne la stratégie de survie, il a mis l'accent sur la protection sociale basée sur des notions telles que la prévention, la sécurisation, l'encouragement et la transformation des systèmes. A ce niveau, l'accent a été mis sur les domaines concernant la stratégie de survie à travers les filets de sécurité.

Abordant les travaux de groupe, il a développé l'esprit dans lequel les questions doivent être abordées à savoir :

- Le rôle de l'Etat et des organisations communautaires devant les crises climatiques ;
- Les crises climatiques et les politiques de protection sociale ;
- Le rôle des collectivités locales en matière de lutte contre les changements climatiques ;
- Alerte précoce et information concernant les changements climatiques.

Après la présentation, une série de questions ont été posées relatives aux points ci-dessous :

- Le lien et la différence entre pauvreté et vulnérabilité ;
- La valeur ajoutée de l'analyse des changements climatiques sur les politiques actuelles de nos états ;
- La non prise en compte de la migration dans les conséquences des changements climatiques ;
- Les préoccupations antagonistes entre communautés et communes dans le cadre de la lutte contre les effets des changements climatiques ;
- L'augmentation des PIB de nos états à l'opposé de la vulnérabilité croissante.

A ces questions, le présentateur a apporté les éclaircissements et réponses nécessaires.



La séance de travail en groupe initiée lors de la session précédente a été poursuivie, avec trois groupes : Mali, Niger, et autres pays ; les résultats du travail en groupe sont disponibles en annexe.

SESSION 3

Cette troisième et dernière session de la journée, qui avait pour objectif de voir comment les recommandations de ces études peuvent être utiles pour les démarches engagées dans chaque pays, et quels sont les outils facilitant la mise en œuvre de ces recommandations, a commencé par la restitution des travaux de groupes.

Les recommandations des groupes (en annexe 2 du présent compte rendu), ont été exposées par le rapporteur de chaque groupe. Une séance de discussion a eu lieu autour de ces recommandations pour voir comment elles pouvaient être prises en compte et mises en œuvre dans les différents pays.

A la fin de cette séance, un CD comprenant les différents documents relatifs aux présentations de l'atelier et des documents sur les études, et un CD sur les outils pédagogiques développés dans le cadre de TerrAfrica ont été distribués aux participants.

Après cela, une présentation des différents outils de capitalisation, développés dans le cadre de TerrAfrica a été faite par Mme Florence Richard pour permettre aux participants de prendre connaissance de ces outils dans le but de leur future utilisation. Il s'agit notamment de :

- Guide pour les pratiques de GDT en vue de l'adaptation au changement climatique et de l'atténuation de ses effets en Afrique,
- Portail internet d'information géo-référencée sur la GDT et les changements climatiques en Afrique,
- Géocatalogue du Mali,
- SIG du Mali.

Différentes questions sur les modalités d'utilisation des outils et leur accès ont été posées par les participants, entre autres :

- Comment les pays peuvent alimenter et ou utiliser les outils,
- Comment avoir un accès rapide et facile aux outils, etc.

CONCLUSION DE L'ATELIER

L'atelier s'est conclu sur le recueil des impressions des participants par rapport à l'atelier.

Tous les participants se sont exprimés ; ils ont tous salué l'initiative et remercié les organisateurs de l'atelier et se sont dits satisfaits de l'atelier. Ils ont assuré qu'ils mettraient tous les moyens à leur disposition pour mettre en œuvre les leçons tirées de l'atelier. En général, ces impressions ont porté sur :

- Le temps qui a paru un peu restreint,
- Les objectifs de l'atelier, qui selon tous les participants, ont été largement atteints,



- La nécessité, une prochaine fois, d'inviter des représentants des institutions locales et des ONGs,
- L'invitation à, lors d'un prochain atelier, inviter des personnes pouvant éclairer plus encore sur les questions de financement (mécanisme de financement et mobilisation de fonds),
- L'invitation à mettre au programme d'un éventuel prochain atelier, le sujet relatif au mécanisme de financement et à la gestion des catastrophes naturelles.

L'atelier à clôturé vers 19h par les mots de remerciement de M. Bennouna et les décisions ci-dessous. Les représentants des pays ont été invités et ont assuré de :

- **travailler ensemble pour un développement durable résilient face au changement climatique,**
- **Promouvoir encore plus les pratiques de gestion durable des terres dans les différents pays représentés pour favoriser l'adaptation et l'atténuation des impacts du changement climatique,**
- **D'utiliser les outils développés, qui leur permettra de faire cette promotion des pratiques de GDT dans l'adaptation aux Changements climatiques,**
- **Mettre en œuvre les recommandations assorties de tout l'atelier en général et des travaux de groupe en particulier.**

Dans les mots de clôture M. Bennouna a réitéré l'engagement de la Banque mondiale à soutenir les actions de développement des pays participants, notamment dans leur lutte contre les effets du changement climatique.



ANNEXES

Annexe 1 : Programme de l'atelier

JOUR 1 – Présentation des questions de réflexion soulevées par ces études

8:30 – 9:00	Enregistrement
9:00 – 10:00	Ouverture par le Représentant Résident de la Banque mondiale au Mali
<p>Session 1</p> <p><i>Cette session posera les bases de l'atelier à travers la présentation de la Stratégie sur le changement climatique en Afrique de la Banque Mondiale et de la brève présentation des études</i></p>	<p>Présentation de la Stratégie sur le changement climatique en Afrique de la Banque mondiale (Taoufiq Bennouna)</p> <p>Rappel des objectifs des trois études analytiques (Florence Richard, Minna Kononen)</p> <p>Introduction à l'atelier (Taoufiq Bennouna)</p> <ul style="list-style-type: none"> - Objectifs et résultats attendus de l'atelier - Organisation de l'atelier - Présentation de la 1^{ère} journée <p>Discussion et questions/réponses</p>
11:00 – 11:30	Pause-café
11:30 – 13:00	Vue d'ensemble sur les études analytiques
<p>Session 2</p> <p><i>Cette session permettra de sensibiliser les participants aux principales questions en jeu, en les informant sur les objectifs de ces études, les défis rencontrés, et l'approche méthodologique adoptée.</i></p>	<p>1) GDT et changements climatiques</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les impacts du changement et de la variabilité climatiques sur la dégradation des terres en Afrique de l'Ouest (Ephraïm Nkonya) - Le rôle de la GDT dans l'adaptation et l'atténuation des changements climatiques (Taoufiq Bennouna) <p>2) ABDCC / CALI: Institutions/communautés locales et changements climatiques (Angelo Bonfiglioli)</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le rôle / l'importance des différents (niveaux) des institutions dans l'adaptation aux changements climatiques - L'approche territoriale du développement pour répondre aux changements climatiques <p>Discussion et questions/réponses</p>
13:00 – 15:00	Dejeuner
15:00 – 16:30	Diffusion d'un court film sur le Pérou
<p>Session 3</p> <p><i>Cette session permettra de présenter les démarches de GDT en cours au Mali et au Sénégal</i></p>	<p>Présentation des activités GDT menées au Mali et au Sénégal dans le cadre de la plateforme TerrAfrica (Alamir Toure et Amadou Daouda)</p> <p>Questions/Réponses</p>
16:30 – 17:00	Pause-café
17:00 – 18:30	Diffusion d'un court film sur l'Ouganda
<p>Session 4</p> <p><i>Cette session permettra de présenter les démarches de GDT en cours au Burkina Faso et au Niger</i></p>	<p>Présentation des activités GDT menées au Burkina Faso et au Niger dans le cadre de la plateforme TerrAfrica (Michel Tankoano et Azara Sully)</p> <p>Questions/Réponses</p>
19:00 – 20:30	Diner et discussion
	<p>Diffusion de courtes vidéos sur les pratiques de GDT et le rôle des institutions locales dans l'adaptation aux changements climatiques</p> <ul style="list-style-type: none"> • 2 vidéos : Mali et Sénégal • Présentation de l'étude de cas à partir de laquelle la vidéo a été faite



Jour 2 – Conseils pratiques pour favoriser l'adaptation au changement climatique et l'atténuation de ses effets dans les pays d'Afrique de l'Ouest

<p>9:00 – 9:15</p>	<p>Introduction <i>Un rappel de ce qui a été dit le 1er jour sera fait et l'objectif et les résultats attendus du 2eme jour seront proposés (Taoufiq Bennouna)</i></p>
<p>9:15 – 10:45</p> <p>Session 1 <i>Cette session se concentrera sur la façon dont les constats de l'étude s'appliquent au niveau des pays et sur les recommandations qui peuvent être faites à partir de ces constats.</i></p>	<p>GDT et changements climatiques - Session participative</p> <p>Présentation des principales conclusions des études de cas GDT et CC (Ephraim Nkonya et Mohamed Dicko)</p> <ul style="list-style-type: none"> - Pratiques de GDT favorisant l'adaptation au changement climatique et l'atténuation de ses effets - Facteurs déterminant la capacité des populations rurales à s'adapter aux changements climatiques - Le rôle des politiques nationales pour soutenir les capacités d'adaptation des populations vulnérables - Recommandations pour améliorer l'adaptation au changement climatique et l'atténuation de ses effets en Afrique occidentale grâce à la GDT <p>Groupe de discussion sur la manière d'appliquer ces recommandations dans les pays représentés à l'atelier.</p>
<p>10:45 – 11:15</p>	<p>Pause-café</p>
<p>11:15 – 13:00</p> <p>Session 2 <i>Cette session se concentrera sur la façon dont les constats de l'étude s'appliquent à chaque pays et sur les recommandations qui peuvent être faites à partir de ces constats.</i></p>	<p>Institutions locales et changements climatiques - Session participative</p> <p>Présentation des principales conclusions des deux études sur le rôle des institutions locales et changement climatique</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Développement Local, Institutions et Changement Climatique (Angelo Bonfiglioli) <ul style="list-style-type: none"> - Impacts des changements climatiques sur les moyens de subsistance, les programmes de protection sociale - Promouvoir la responsabilisation et la bonne gouvernance pour une meilleure résilience 2. Les couts d'adaptation à travers les Institutions Locales (Harm-Jan Raad) <ul style="list-style-type: none"> - Identifier les principaux facteurs de vulnérabilité - Identifier les stratégies principales d'adaptation adoptées par les ménages. <p>Groupe de discussion sur la manière d'appliquer ces recommandations dans les pays représentés à l'atelier.</p>
<p>13:00 – 15:00</p>	<p>Dejeuner</p>
<p>15:00 – 16:30</p> <p>Session 3 <i>Cette session permettra de voir comment les recommandations de ces études peuvent être utiles pour les démarches engagées dans chaque pays, et quels sont les outils facilitant la mise en œuvre de ces recommandations</i></p>	<p>Restitution des discussions de groupe (3 groupes)</p> <ul style="list-style-type: none"> - Restitution des discussions sur les recommandations axées sur les CC et la GDT : comment mieux intégrer la gestion des risques climatiques par le biais de la feuille de route GDT des pays ? - Restitution des discussions sur les recommandations axées sur les CC et les institutions locales : comment mettre en œuvre les recommandations au niveau local ? <p>Aller de l'avant: la diffusion des connaissances, le renforcement des capacités et des outils pratiques pour soutenir la mise en œuvre des recommandations</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Guide méthodologique sur les meilleures pratiques de gestion durable des terres pour mieux s'adapter au changement climatique et atténuer ses effets (Florence Richard) 2. Portail Web sur les changements climatiques et la GDT en Afrique (Taoufiq Bennouna)
<p>16:30 – 17:00</p>	<p>Pause-café</p>
<p>17:00 – 18:00</p> <p>Session 4</p>	<p>Elaborer une matrice d'activités conjointe (Taoufiq Bennouna) Elaboration d'une matrice commune d'activités pour la mise en œuvre des recommandations. Ce travail sera fait à partir de la restitution des groupes de travail</p>



THE WORLD BANK

Atelier régional sur le rôle de la gestion durable des terres et des institutions locales
dans l'adaptation aux changements climatiques
(11 et 12 mars 2010, Mali)

<i>Cette session permettra de consolider les résultats de l'atelier afin qu'ils soient réellement utiles aux pays participants</i>	et de la présentation des outils pratiques.
18:00 – 18:30	Synthèse et clôture <i>Résumer les débats des deux jours et tirer les conclusions de l'atelier</i> <i>Clôture de l'atelier par le Représentant Résident de la Banque mondiale au Mali</i>

Annexe 2 : Recommandations des groupes de travail⁴

GROUPE NIGER

Recommandations	Pertinente ?	Action / intervention	Responsabilité (Contexte institutionnel)	Durée	Bénéficiaires	Cout (bas/moyen/haut)
Promouvoir l'utilisation des pratiques GDT qui ont un fort potentiel pour CC	Oui	Actualisation et Diffusion	DGEEF/ M/E/E/L CD	6 mois	Communes Services techniques PTF ONG et AD	-
Diffuser les connaissances techniques	-	-	-	-	-	-
Améliorer les conditions d'accès des ménages aux marchés et aux services en milieu rural (zones vulnérables aux CC)	Oui sur la base de l'amendement	<ul style="list-style-type: none"> Construction et réhabilitation des infrastructures routières Promotion des filières adaptées aux CC Amélioration de la fourniture des services 	MA/E, en collaboration avec les communes	Cf Prog 3 et 4	Ménages ruraux et communes	-
Renforcer les institutions locales qui gèrent les ressources naturelles	Oui	<ul style="list-style-type: none"> Mise en application de la loi transférant les compétences aux collectivités en matière de 	Ministères en charge de l'Intérieur	-	Communes, ménages, OP, ONG et ADL	-

⁴ Le groupe "Autres Pays" a fourni une présentation power point qui est mise à disposition avec ce compte rendu.



		GRN <ul style="list-style-type: none"> • Formation des élus locaux en matière de GRN • Vulgarisation des textes sur la GRN et le foncier 	r et de la décentralisation et celui de l'Aménagement du Territoire Secrétariat Permanent Code rural			
Elaborer des politiques nationales permettant de porter la GDT à l'échelle	oui	Validation du CSIF	ME/E/LC D SDR	3 mois	Communes OP Autres usagers	
Mieux prendre en compte et intégrer le thème du 'changement climatique' dans les politiques et les plans de développement (ex. dans les stratégies de lutte contre la pauvreté comme aussi dans les plans de développement communaux)	oui	Révision de la SDRP, de la SDR et du Prog. 10 Préservation de l'environnement la SDR Elaboration d'un guide de reverdissement	SDRP, SDR, ME/E/LC D/ PAC2	1 an	Décideurs Institutions Communes usagers	



Partir de l'architecture institutionnelle existante et l'affermir (ex. intercommunalité et aussi mieux combiner lutte contre changement climatique et dispositifs contre les crises alimentaires)	oui	Elargir les compétences du DNPGCN (CCA et SAP) /CC	Primature	-	Communes OP Autres Usagers	
Elargir le dispositif financier permettant des investissements au niveau des collectivités	Oui	Rendre opérationnelle l'agence nationale de financement des investissements des collectivités territoriales	Ministère en charge de la décentralisation	-	Collectivités	

GROUPE : BURKINA FASO, MAURITANIE ET SENEGAL

- **Recommandations 1:** Promouvoir l'utilisation des pratiques GDT qui ont un fort potentiel pour CC
- **Actions:**
 - Formation sur les techniques CES/DRS
 - Information/sensibilisation (voir recom.2)
 - Capitalisation des pratiques GDT-CC (fiches techniques traduites dans des langues).
 - Mécanisme de financement (voir recom.9).
- **Responsabilité:**
Ministère technique concerné / Collectivités territoriales
- **Durée:** permanente
- **Bénéficiaires:** ménages, organisations communautaires de base, collectivités territoriales.
- **Recommandations 4, 7 et 8:** Renforcer les institutions locales qui gèrent les ressources naturelles
- **Actions:**
 - Mécanisme de financement (voir recom.9).
 - Renforcement des capacités organisationnelles (identification de besoins, réseautage)
 - Transfert effectif des compétences et des ressources.
- **Responsabilité:** état.
- **Durée:** permanente.
- **Bénéficiaires:** organisations communautaires de base, collectivités territoriales.
- **Recommandation 5:** Elaborer des politiques nationales permettant de porter la GDT à l'échelle
- **Actions:**
 - Mettre en place une coalition nationale sur la GDT-CC.
 - Elaboration du Cadre Stratégique d'Investissement (CSI) GDT-CC.
 - Intégration de la GDT-CC dans les politiques de développement global, sectorielles et locales (voir recom.6)
- **Responsabilités:** état.
 - **Durée:** 5 ans.
 - **Bénéficiaires:** ménages, organisations communautaires de base, collectivités territoriales, état.
 - **Recommandation 3:** Améliorer l'accès au marché et aux services en milieu rural

- **Actions:**
 - Faciliter l'accès aux intrants de production (engrais, semence, infrastructure...).
 - Mise en place des infrastructures de transformation, stockage...
 - Information sur les opportunités de marché.
 - Développement des filières de production.
 - Renforcement des capacités des services de vulgarisation.
 - Désenclavement (recom. 9)
- **Responsabilités:** état.
- **Durée:** permanente.
- **Bénéficiaires:** ménages, organisations communautaires de base, collectivités territoriales, état, privé.
- **Recommandation 9:** Elargir le dispositif financier permettant des investissements appropriés
- **Actions:**
 - Mécanisme de financement des infrastructures structurantes (aménagements irrigués, routes...).
 - Mécanisme de micro finance pour la promotion de pratiques GDT – CC.
- **Responsabilités:** état.
- **Durée:** permanente.
- **Bénéficiaires:** ménages, organisations communautaires de base, collectivités territoriales, état, privé.
- **Recommandation 10:** Mettre en œuvre, gérer et suivre un ensemble varié et coordonné d'initiatives
- **Actions:**
 - Comité de Pilotage.
 - Mettre en place un dispositif de coordination et de Suivi et Evaluation.
- **Responsabilités:** état.
- **Durée:** permanente.
- **Bénéficiaires:** ménages, organisations communautaires de base, collectivités territoriales, état, privé.

Réponse à la Question 1:

Le processus de transfert de compétences pour la mise en œuvre de l' stratégie d'adaptation aux organisations communautaires de base et aux collectivités territoriales est déjà amorcé pour la plupart des nos états.

GROUPE MALI

Recommandation	Pertinente ?	Action/intervention	Responsabilité (Contexte institutionnel)	Durée	Bénéficiaires	Coûts (bas/moyen/haut)
Promouvoir l'utilisation des pratiques GDT qui ont un fort potentiel pour CC	Oui	<ul style="list-style-type: none"> - Identifier lesdites pratiques - Renforcer capacités (sensibiliser, informer, former les acteurs) 	Services techniques et ONG	Actions continues	<ul style="list-style-type: none"> - communautés locales - services techniques - sociétés civiles - élus - décideurs 	
Diffuser les connaissances techniques	Oui	<ul style="list-style-type: none"> - élaboration fiches techniques - voyages d'études - formations 	Services techniques et ONG	Actions continues	<ul style="list-style-type: none"> - communautés locales 	
Améliorer l'accès au marché et aux services en milieu rural	Oui	<ul style="list-style-type: none"> - Subvention - microcrédit - Désenclavement 	<ul style="list-style-type: none"> - Etat - Structure de micro financement 	Actions continues	<ul style="list-style-type: none"> - communautés locales 	
Renforcer les institutions locales qui gèrent les ressources naturelles	Oui	<ul style="list-style-type: none"> - renforcer les capacités techniques et matérielles - transférer les compétences et les ressources 	<ul style="list-style-type: none"> - Etat - PTF - Société civile 	Actions continues	<ul style="list-style-type: none"> - communautés et institutions locales 	
Elaborer des politiques nationales permettant de porter la GDT à l'échelle	Oui	<ul style="list-style-type: none"> - Intégrer la GDT dans les politiques 	<ul style="list-style-type: none"> - Etat 	Actions continues	Toutes les parties prenantes	



Mieux prendre en compte et intégrer le thème du changement climatique dans les politiques et les pratiques de développement (ex. dans les stratégies de lutte contre la pauvreté comme aussi dans les plans de développement communaux)	Oui	<ul style="list-style-type: none"> - Sensibiliser - Intégrer les changements climatiques dans les politiques et stratégies - Réviser les outils de planification 	<ul style="list-style-type: none"> - Etat 	Actions continues	<ul style="list-style-type: none"> - Décideurs - Communautés locales 	
Partir de l'architecture institutionnelle existante et l'affermir (ex. intercommunalité et aussi mieux combiner lutte contre changement climatiques et dispositifs contre les crises alimentaires)	Oui					
Renforce les capacités des acteurs locaux : sensibiliser, informer et former)	Oui	<ul style="list-style-type: none"> - Elaborer et adapter des outils 	<ul style="list-style-type: none"> - Services techniques - ONG, PTF - Organisations sous régionales 	Actions continues	<ul style="list-style-type: none"> - Acteurs locaux (organisations paysannes, services techniques, ONG) 	
Elargir le dispositif financier permettant des investissements appropriés	Oui	<ul style="list-style-type: none"> - Développer des capacités de mobilisation de ressources - Mettre en place mécanisme 	<ul style="list-style-type: none"> - Etat 	Actions continues	<ul style="list-style-type: none"> - Communautés locales 	



THE WORLD BANK

Atelier régional sur le rôle de la gestion durable des terres et des institutions locales
dans l'adaptation aux changements climatiques
(11 et 12 mars 2010, Mali)

		d'accès des communautés aux ressources				
Mettre en œuvre, gérer et suivre un ensemble varié et coordonné d'initiatives	Oui	- Intégrer initiatives (CC, GDT) dans plans et stratégies de développement	- Etat et ses démembrements	Actions continues/périodique	- Collectivités locales	

Annexe 3 : liste des participants à l'atelier

Atelier régional sur le rôle de la GDT et des institutions locales dans l'adaptation aux changements climatiques
Grand Hôtel Bamako, 11 et 12 Mars 2010

Liste des participants

N°	Nom	Prénom(s)	PAYS	Structures	Numéros de téléphone	E-mail
1	ABDALLAH	Faskoye	MALI	GID	00223 66 79 58 00	abdfaskoye@hotmail.com
2	ALASSANE	Amadou	NIGER	Banque mondiale	00227 90 96 20 60	aalassane@worldbank.org
3	AMADOU	Souley	NIGER	Ministère de l'environnement/PAC	00227 96 97 92 98	asouley@yahoo.fr
4	ASSADECK	Mohamed	NIGER	Programme d'actions communautaires	00227 96 61 03 08	assadeckmd@yahoo.fr
5	BAL	Salamata	MAURITANIE	Banque mondiale	00222 64 91 18 11	sbal@worldbank.org
6	BARRY	Hamadé	BURKINA FASO	Ministère de l'environnement et du cadre de vie DRECV/SMC	00226 70 30 92 49	barryamade@hotmail.com

7	BASSOUM	Souleymane	SENEGAL	Agrecol Afrique	00221 77 56 98 249	sibassoum@gmail.com agrecol@orange.sn
8	BENNOUNA	Taoufiq	MALI	Banque mondiale	00223 73 03 85 12 /20 70 22 00	tbennouna@worldbank.org
9	BOCOUM	Mamadou	SENEGAL	Institut National de Pédologie	00221 33 83 26 565	bocma2@gmail.com
10	BONFIGLIOLI	Angelo	ITALIE	Consultant banque mondiale		
11	CISSE	Aboubacary Sidiki	MALI	Consultant Banque mondiale	00223 79 08 52 48	cisseno1@yahoo.fr
12	CORERA	Alassane	MAURITANIE	PACBV	00222 22 43 221	corera.alassane.@yahoo.fr
13	DICKO	Mohamed	MALI	Institut d'Economie Rural	00223 66 98 06 88	kabi_jr2003@yahoo.fr
14	DJIBRILLOU	Safia	NIGER	UGP \ Biocarbone	00227 93 92 67 16 / 90 12 92 94	saf_mou@yahoo.fr
15	GAKOU	Mamadou	MALI	STP/CIGQE	00223 20 23 52 67 / 20 23 10 74	mgkou@yahoo.fr
16	HAHN	Anne	MALI	PAPE/GTZ	00223 74 60 90 12	annehahn@gtz.de

17	HARM-JAN	Raad				
18	IDE	Tahirou	NIGER	Ministère de l'agriculture et de l'élevage	00227 93 92 45 88	idtahirou@yahoo.fr
19	KONONEN	Minna	ETAS UNIS	Banque mondiale		mkononen@worldbank.org
20	KONTE	Diawoye	MALI	Consultant banque mondiale	00223 74 60 15 17	diawoye.konte@gmail.com
21	LOMEÑA GELIS	Mònica	SENEGAL	Stagiaire Banque mondiale/Projet GDT		lomgelis@gmail.com
22	MAGAGI	Saidou	NIGER	INRAN/PROLINNOVA	00227 96 97 17 75 / 90 35 65 53	saidmaque@yahoo.fr saidmag@refer.ne
23	MAHMOUD	Mohamed	MAIRITANIE	Projet de développement rural et communautaire (PACBV/MDR)	00222 6580666	pdrc2@yahoo.fr
24	ATTAOU	Mahamane Laminou	NIGER	Ministère de l'eau, de l'environnement et de la lutte contre la désertification	00227 96 96 32 13	attahou_laminou@yahoo.fr
25	MARICHATOU	Amadou	NIGER	Ministère de l'eau, de l'environnement et de la lutte contre la désertification	00227 96 89 89 67	amarichatou@yahoo.fr

26	NKONYA	Ephraim	Etats Unis	IFPRI	202 862 56 90	e.nkonya@cgiar.org
27	OUIBGA	Joachim	Burkina Faso	Réseau MARP	00226 70 74 54 00 / 00226 50 39 32 33	j.ouibga@yahoo.fr omb@fasonet.bf
28	RICHARD	Florence	Etats Unis	Banque mondiale	001 202 473 61 79	frichard@worldbank.org
29	SALEY MOUSSA	Abdoulaye	MALI	CILSS/INSAH	00223 69 55 40 38	abdoulaye@insah.org
30	SIDIBE	Moussa Fodé	MALI	Banque mondiale	00223 20 70 22 37	msidibe1@worldbank.org
31	SIMPARA	Mamadou Bassi	MALI	IER/Equipe technique GDT-Mali	00223 76 41 99 09	Simpara02@hotmail.com
32	SOW	Nouh A	MALI	DNPIA/Equipe technique GDT-Mali	00223 75 08 93 76	nouhdemba@yahoo.fr
33	SOW	Samba	SENEGAL	Institut National de Pédologie	00221 33 832 65 65 00221 77 65 65 794	Samba_sow@hotmail.fr Samba.sow@inp.sn
34	MALAM SULLY	Azara	NIGER	Ministère de l'eau et de l'Environnement /Coordination Processus TerrAfrica	00227 96 96 72 46	Asmalam1@yahoo.fr



THE WORLD BANK

Atelier régional sur le rôle de la gestion durable des terres et des institutions locales
dans l'adaptation aux changements climatiques
(11 et 12 mars 2010, Mali)

35	TANKOANO	Michel Jérôme	BURKINA FASO	SP-CONEDD/MECV Coordination CPP	00226 70 36 15 66	mjtankoano@yahoo.fr
36	TAPSOBA	Francois	BURKINA FASO	Mécanisme mondiale de l'UNCCD	00226 72 34 49 53	f.tapsoba@ifad.org
37	TOUDOU	Adam	NIGER	Faculté d'Agronomie / PROLINNOVA	00227 96 96 84 68	atoudou@refer.ne toudouadam@yahoo.fr
38	TOURE	Alamir Sinna	MALI	STP/CIGQE Coordinateur Processus GDT	00223 66 83 62 17	astoure@hotmail.com
39	TRAORE	Djiriba	MALI	STP/CIGQE Equipe technique GDT	00223 65 62 44 67	djitraore@yahoo.fr djiriba.traore@gmail.com